

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Maitre D'Ouvrage :

Commune de Erquinvillers

121 rue du Tour de Ville
60130 ERQUINVILLERS

Opération :

**Aménagement sécuritaire au carrefour RD127/Chaussée
Brunehaut et création d'une surélévation de chaussée RD101**

Maitre D'Œuvre :



Ingénierie du Bâtiment
et des Travaux Publics

Agence Oise :
31 rue de Paris
60200 COMPIEGNE

Siège :
13 rue des Etangs
02870 BUCY LES CERNY

Port. 07 85 81 05 88
Mail : camille.larzilliere@i-btp.fr

SOMMAIRE

I. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES - INTERVENANTS.....	4
1. Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur	4
2. Décomposition du marché.....	4
II. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	6
1. Pièces contractuelles	6
2. Pièces non contractuelles.....	6
III. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES	7
1. Répartition des paiements.....	7
2. Tranche(s) Optionnelle(s).....	7
3. Répartition des dépenses communes de chantier	7
IV. DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS ET PRIMES	13
1. Délai d'exécution des travaux	13
2. Prolongation du délai d'exécution.....	13
3. Pénalités pour retard - Primes d'avances.....	14
4. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	16
5. Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution ...	16
6. Pénalités et réfections diverses	16
7. Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé.....	17
8. Pénalités diverses	17
9. Exécution complémentaire	18
V. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ	18
1. Sûreté	18
2. Avance	18
VI. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX	19
1. Provenance des matériaux et des produits	19
2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....	19
3. Caractéristiques, qualités, vérifications essais et épreuves des matériaux et produits	19

4.	Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux fournis par le maître de l'ouvrage.....	19
VII.	IMPLANTATION DES OUVRAGES	20
1.	Piquetage général	20
2.	Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	20
VIII.	PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	20
1.	Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	20
2.	Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail	21
3.	Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail	21
4.	Organisation, hygiène et sécurité des chantiers	21
5.	Garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur	23
IX.	CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX	24
1.	Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux	24
2.	Réception	24
3.	Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage	24
4.	Documents fournis après exécution	24
5.	Délais de garantie	24
6.	Garanties particulières	25
7.	Assurances	25
8.	Résiliation	26
X.	REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES	26
XI.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	27

I. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES - INTERVENANTS

1. Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent l'ensemble des prestations définies ci-après :

Aménagements sécuritaires D127 et D101

Les prestations, objet du présent CCAP, relèvent de la catégorie 3 au sens du Code du travail (Loi N° 93-1418 du 31 Décembre 1993).

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) annexés au présent CCAP.

2. Décomposition du marché

2.1. Tranches

Il est prévu une seule tranche de travaux.

2.2. Lots

Le marché est composé d'un seul lot.

2.3. Phases

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

2.4. Modalités de reconduction

Le marché est un marché ordinaire non reconductible.

2.5. Travaux intéressant la défense-contrôle des prix de revient

Sans objet.

2.6. Conduite d'opération - Maîtrise d'œuvre

2.6.1. Conduite d'opération

Sans objet

2.6.2. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :



Agence Oise :
31 rue de Paris
60200 COMPIEGNE

Siège :
13 rue des Etangs
02870 BUCY LES CERNY

Port. 07 85 81 05 88
Mail : camille.larzilliere@i-btp.fr

Représenté par : Monsieur Camille LARZILLIERE

Le maître d'œuvre est chargé d'une mission de base.

Le contenu de chaque élément de mission est celui qui figure aux annexes I et II de l'arrêté du 21 Décembre 1993.

2.7. Contrôle technique

Sans objet.

2.8. Coordination Sécurité - Protection de la santé

Sans Objet.

2.9. Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)

Sans Objet

2.10. Sous-traitance

L'entrepreneur titulaire d'un lot est habilité à sous-traiter ses ouvrages, provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant pour des prestations supérieures ou égales à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le maître de l'ouvrage.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché selon les modalités définies à l'article 62 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015, à l'article 14 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif à la commande publique, et à l'article 3.6 du CCAG.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (Article 46.3.1-e du CCAG).

2.11. Ordre de service

Il sera fait application des dispositions de l'article 3.8 du CCAG.

II. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

1. Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, par ordre de priorité :

Pièces Particulières :

- l'acte d'engagement dont les exemplaires originaux conservés dans les archives du maître de l'ouvrage font seuls foi
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi
- le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- le Bordereau des prix
- le Détail Estimatif
- les plans des travaux

Pièces générales :

- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux (CCAG 2010) dans sa dernière version
- le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux passés au nom de l'État et des collectivités locales, les fascicules particuliers parus à la date limite de remise des offres
- les décrets, textes, circulaires, règlements en vigueur et applicables à la date de remise des offres concernant notamment :
 - le règlement sanitaire départemental
 - la réglementation des Services Techniques publics ou locaux (E.D.F. - G.D.F., Cie des Eaux, CPCU, Pompiers, Services de Sécurité, Services des Carrières de la Voirie, des Égouts, ...),

et en règle générale, tous documents techniques et règlements en vigueur, applicables au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3-5 du présent CCAP.

Pour ce qui est des pièces générales, elles ne sont pas jointes au dossier, le soumissionnaire étant censé les connaître.

2. Pièces non contractuelles

Sans Objet

III. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

1. Répartition des paiements

L'acte d'engagement de chaque lot indique ce qui doit être réglé respectivement :

- à l'entrepreneur titulaire de ce lot et à ses sous-traitants.
- à l'entrepreneur mandataire titulaire de ce lot, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

2. Tranche(s) Optionnelle(s)

2.1. Limite de notification

Il n'est pas prévu de tranches dans ce marché.

2.2. Absence d'affermissement d'une tranche

Il ne sera pas accordé à l'entreprise d'indemnité de dédit en cas d'inexécution d'une tranche conditionnelle.

Il ne sera pas prévu de rabais sur les prix de la tranche ferme, en cas d'exécution d'une tranche conditionnelle.

2.3. Retard dans l'affermissement d'une tranche

Il ne sera pas accordé à l'entreprise d'indemnité d'attente en cas de retard dans l'exécution d'une tranche conditionnelle.

3. Répartition des dépenses communes de chantier

3.1. Dépenses d'investissement

Les dépenses dont la nature est indiquée ci-après sont réputées rémunérées par les prix du marché avec l'entrepreneur titulaire.

- installations communes de sécurité et d'hygiène (sanitaires, vestiaires, réfectoire, infirmerie) en fonction de la réglementation et de l'effectif du personnel
- mise en œuvre de la signalisation provisoire de chantier

3.2. Dépenses de fonctionnement

Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-dessus au 3-1 sont réputées rémunérées par l'entrepreneur titulaire correspondant.

- les charges temporaires de voirie et de police,
- les frais d'ouverture et de fermeture du chantier,

Pour le nettoyage du chantier :

- chaque entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé
- chaque entrepreneur a la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de stockage fixés par le maître d'œuvre sur proposition de l'entrepreneur titulaire

- chaque entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation, de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées et du remplacement de tout matériel dérobé

3.3. Dépenses diverses

Font l'objet d'une répartition forfaitaire, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'un entrepreneur ou d'un groupe d'entrepreneurs déterminé, les dépenses indiquées ci-après :

- consommation de téléphone, télécopieur et photocopieur (entretien, fournitures, papiers, ...) ;
- chauffage des locaux ;
- frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable ;
- frais de répartition et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés, dans les cas suivants :
 - l'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert
 - les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur titulaire d'un lot déterminé
 - la responsabilité de l'auteur, insolvable n'est pas couverte par un tiers.

Toutefois, les fournitures et matériels présentant un caractère particulièrement onéreux demeureront jusqu'à la réception aux risques exclusifs de l'entrepreneur chargé de leur mise en œuvre.

L'entrepreneur titulaire procède au règlement des dépenses visées ci-dessus, mais il peut demander des avances aux autres entrepreneurs. Il effectue en fin de chantier la répartition des dites dépenses, proportionnellement aux montants finaux des marchés.

Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

3.4. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes - Travaux en régie

3.4.1. Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA et, en complément de l'article 10.1.1 du CCAG, ils tiennent compte des sujétions suivantes :

- exécution simultanée des différents lots visés ci-dessus,
- dépenses communes de chantier dont la répartition est mentionnée à l'article III.3.
- exécution des travaux sous circulation, de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics
- de phénomènes naturels
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Le prix porté à l'acte d'engagement de l'entrepreneur s'entend pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de sa spécialité, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation et cela, dans les conditions suivantes :

- sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces, l'entrepreneur est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées (prestations annexes et détail nécessaires à une parfaite finition non décrits ou mentionnés dans les documents de son marché).
- les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

Les dépenses supplémentaires imprévues que l'entrepreneur pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

3.4.2. Prestations fournies gratuitement à l'entreprise

Sans objet

3.4.3. Caractéristiques des prix pratiqués

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du (des) marché(s) seront réglés par application de prix unitaires et forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

3.4.4. Obligations particulières du titulaire

Dans les 20 jours à compter de la date de notification du (des) marché(s), l'entrepreneur devra fournir sur demande du maître d'œuvre tout document permettant au maître d'ouvrage d'avoir des informations complémentaires sur les prix proposés par l'entrepreneur (sous-détail de chacun des prix forfaitaires).

3.4.5. Travaux en régie

Sans Objet

3.4.6. Règlement des comptes - Paiements

Les projets de décompte seront présentés au maître d'œuvre en état cumulatif depuis le début des travaux et visés par celui-ci.

Ces projets de décompte seront transmis par l'entrepreneur au maître d'œuvre par envoi recommandé avec avis de réception postal ou remis contre récépissé ou par envoi dématérialisé.

Leur règlement s'effectuera à partir de l'état décrit ci-dessus diminué des mandatements déjà effectués. Viendront en déduction :

- la retenue de garantie sauf si une garantie à première demande est fournie,
- éventuellement les pénalités immédiatement applicables et divers abattements résultant du chantier.

Les modalités de règlement des comptes du marché sont les suivantes :

- les projets de décompte seront déposés sur la plateforme chorus-pro.gouv.fr.

3.4.7. Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine

Sous réserve de la production des documents justifiant qu'il est devenu propriétaire des matériels ou éléments de matériaux pris en compte et qu'il les a effectivement payés, l'entrepreneur pourra faire figurer dans un projet de décompte :

- pour les éléments de matériels approvisionnés en usine 30 % de la valeur "fournitures" des matériels correspondants
- pour des matériels et éléments d'ouvrage dont la fabrication en usine est terminée 60 % de leur valeur "fourniture".

3.4.8. Approvisionnements

Les stipulations de l'article 11-3 du CCAG sont applicables.

3.4.9. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'exécution des prestations.

3.5. Modalités de variation des prix

3.5.1. Type de variation des prix

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées au 3-5-3 et au 3-5-4.

3.5.2. Mois d'établissement des prix

Les prix sont réputés établis sur la base du mois précédant le mois de remise de l'offre appelé "mois zéro".

3.5.3. Choix de l'index des index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché correspond aux indices suivants :

Index	Définition
TP 08	Travaux d'aménagement et d'entretien de voirie.

Cet index sera appliqué à l'ensemble du marché.

Les index sont publiés :

- au Bulletin officiel du Service des prix et au Moniteur des Travaux Publics pour l'index T.P.;
- au Bulletin officiel du ministère en charge de l'équipement et au Moniteur des Travaux Publics pour l'index B.T.;

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, il n'est procédé à aucune autre actualisation avant la révision définitive, laquelle intervient lors du premier règlement qui suit la parution de l'index correspondant.

3.5.4. Modalités des variations des prix

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, dans les conditions précisées à l'article 13 du CCAG par application de la formule suivante :

$$C = 0,15 + (0,85 \times (I_m / I_o))$$

Dans laquelle les paramètres I_o et I_m sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois de réalisation des travaux par l'index de référence I .

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

3.6. Paiement des cotraitants et des sous-traitants

3.6.1. Désignation des sous-traitants en cours de marché

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance. Si cet entrepreneur est un cotraitant, l'avenant ou l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 3.6 du CCAG-Travaux.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 43 du Code des marchés publics ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Il indique, en outre, pour les sous-traitants à payer directement :

- la nature des prestations dont la sous traitance est prévue
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé
- les conditions de paiement prévues avec indication du compte à créditer
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 109 du Code des Marchés Publics

- le comptable assignataire des paiements

L'agrément d'un sous-traitant ne sera recevable que sous réserve :

- a) que la demande en soit faite par le titulaire dans un délai compatible, d'une part avec le délai légal d'établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) par le sous-traitant et d'autre part avec la date prévisionnelle d'intervention du sous-traitant
- b) que ledit Plan Particulier soit effectivement établi et validé par le Coordonnateur Sécurité dans les délais requis. A défaut, l'agrément prononcé sera caduc. En tout état de cause, le titulaire demeure responsable en termes de délais du retard éventuel de son sous-traitant pour l'établissement du P.P.S.P.S.

Le titulaire est en outre tenu, le cas échéant, au respect des conditions particulières à la sous-traitance visées à l'article 8.4.5 ci-après (Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier).

3.6.2. Modalités de paiement direct

Dans le cas d'un groupement solidaire, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché (compte unique).

Dans le cas d'un groupement conjoint, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de la personne publique au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé selon l'article L2193-13 du code de la commande publique.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à la personne publique ou à la personne désignée par elle dans le marché.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à la personne publique ou à la personne désignée par elle dans le marché, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

La personne publique ou la personne désignée par elle dans le marché adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

La personne publique procède au paiement du sous-traitant selon les dispositions de l'article 98 du Code des marchés publics. Le délai court à compter de la réception par la personne publique de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au quatrième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par la personne publique de l'avis postal mentionné au troisième alinéa.

La personne publique informe le titulaire des paiements qu'elle effectue au sous-traitant.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

3.7. Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article L2193-10 relatif à la commande publique.

3.8. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article 98 du Code des marchés publics fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement. Conformément au décret n° 2002-232 du 21 février 2002 abrogé par le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

IV. DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

1. Délai d'exécution des travaux

1.1. Délai d'exécution

Le délai d'exécution- hors délai de préparation (cf. art. 8.1.1 du présent CCAP) - est de :

2 mois à réception de l'ordre de service de démarrage prescrivant à l'entrepreneur de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

1.2. Calendrier prévisionnel d'exécution

Les délais d'exécution partent de la première intervention de l'entrepreneur sur le chantier et expirent en même temps que sa dernière intervention. Chaque intervention de l'entrepreneur sur le chantier fait l'objet d'un délai particulier ; la durée cumulée de ces délais particuliers est au plus égale à la durée du délai d'exécution propre au lot considéré.

1.3. 4-1-3-Calendrier détaillé d'exécution

Sans objet

1.4. Marchés à bons de commande

Sans objet

1.5. Marchés à phases

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

2. Prolongation du délai d'exécution

En vue de l'application éventuelle de l'article 19.2.3 du C.C.A.G., le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 10 jours.

Si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou d'autres phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le maître d'œuvre pourra prescrire l'arrêt momentané des travaux ou l'autoriser sur la proposition de l'entrepreneur, et le délai d'exécution sera prolongé d'autant.

En vue de l'application éventuelle du dernier alinéa de l'article 19.2.3 du C.C.A.G., le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou moins des phénomènes naturels ci-après dépassera les intensités et durées limites ci-après, pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux.

CATEGORIE	NATURE DU PHENOMENE	INTENSITE LIMITE	DUREE
A	Neige	5 cm	Entre 6 h 00 et 18 h 00
A	Pluie	15 mm	Entre 6 h 00 et 18 h 00
B	Vent	60 km/h	Entre 7 h 00 et 18 h 00, pendant 4 heures consécutives
C	Gel	- 4 °C	Si à 7 h 00, la température extérieure était de - 4 ° C, elle est encore à 10 h 00 de + 2 °C

Pour l'application des conditions ci-dessus, seules seront prises en considération les observations enregistrées à la station météorologique la plus proche, constatées par le Maître d'œuvre. Pour être prises en compte, les intempéries doivent être déclarées comme arrêtant l'exécution des tâches du calendrier et faire l'objet d'attachements journaliers. Le Maître d'œuvre porte régulièrement le décompte des intempéries au compte rendu de chantier.

Nature des travaux pour lesquels sont admises ces conditions :

- intempéries type A : travaux de terrassement et fondations - VRD - Structure béton armé Etanchéité - Façades
- intempéries type B : travaux de structure béton armé - Façades - Couverture - Vitrerie extérieure
- intempéries type C : travaux de menuiseries extérieures - Travaux de béton - Etanchéité Autres lots avant clos couvert.

Sont réputés non soumis aux intempéries :

- les travaux exécutés à l'intérieur des bâtiments après réalisation du clos couvert et/ou préchauffage ;
- l'approvisionnement et le transport des matériaux et des personnes

3. Pénalités pour retard - Primes d'avances

3.1. Pénalités de retard

En dérogation aux stipulations de l'article 20.1 du C.C.A.G., les pénalités journalières pour chaque délai décrit ci-dessous sont de :

- 200 € HT ;

En cas de non-respect de plusieurs délais, les pénalités sont cumulables.

Les dispositions suivantes sont appliquées lot par lot (ou marché par marché), en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement au calendrier détaillé d'exécution, prévu au marché.

Retard sur le délai d'exécution propre correspondant :

Il est fait application de la pénalité journalière indiquée au premier alinéa du IV.3.1 ci-avant.

Retard sur les délais particuliers correspondant aux interventions successives de chaque entrepreneur et retard sur le respect des objectifs contractuels :

Du simple fait de la constatation d'un des deux retards ci-avant par le maître d'œuvre, l'entrepreneur encourt une retenue journalière. Cette constatation est notée au compte-rendu de chantier.

Cette retenue est transformée en pénalité définitive si l'entrepreneur n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution.

3.2. Absences aux réunions

En cas d'absence aux rendez-vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par la maîtrise d'œuvre ou l'OPC, une pénalité de 250 € H.T. sera appliquée à tout entrepreneur absent dûment convoqué.

Sera considéré comme absent tout entrepreneur représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au courant du chantier ; ou parvenu en réunion avec plus d'une demi-heure de retard.

Toute excuse de non-participation à une réunion ne sera recevable que si elle est formulée la veille de ladite réunion.

3.3. Infractions aux prescriptions de chantier

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités indépendantes de celles visées aux articles IV-3-1 et IV-3-2 et avec lesquelles elles se cumulent.

Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le maître d'œuvre des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain (par dérogation à l'article 48.1 du CCA6 Travaux).

Elles seront déduites des situations mensuelles.

a) Non-respect des prescriptions relatives à la signalisation générale du chantier : 100 € H.T.

b) Dépôt de matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites : 300 € H.T.

c) Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détail, plans de synthèse...) : 100 € H.T.

d) Retard dans la production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus : 100 € H.T.

e) Retard dans la présentation sur le chantier des prototypes, d'éléments de construction, d'échantillons y compris ceux entrant dans la réalisation des locaux témoins : 100 € H.T.

f) Retard dans le nettoyage du chantier : 300 € H.T.

g) Retard dans l'évacuation des gravois hors du chantier : 150 € H.T.

h) Absence de dispositifs de nettoyage et décrottage des engins avant sortie du chantier : 150 € H.T.

i) Absence de bac décanteur avant rejet aux égouts publics sur dispositifs de nettoyage et décrottage des engins : 150 € H.T.

3.4. Primes d'avances

Sans objet.

4. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Stipulations conformes au CCAG.

5. Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

A la réception des travaux, il est obligatoire pour les entreprises de fournir au maître d'œuvre les plans de récolement des ouvrages exécutés. En particulier, devront être fournis :

- les plans de réseaux créés
- les notices techniques (définition, typologie, caractéristiques appareils, matériels et matériaux utilisés)
- les notices de fonctionnement et d'entretien de ces mêmes matériels sous la forme d'un plan d'entretien (durée de vie, fréquence de renouvellement), installations soumises au contrôle technique

En cas de retard dans la remise des documents à fournir après exécution par l'entrepreneur conformément à l'article 40 du CCAG, une retenue de 1500 € HT sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 20-5 du CCAG sur les sommes dues à l'entrepreneur.

6. Pénalités et réfections diverses

6.1. Transports en surcharge

Par dérogation à l'article 25.2 du CCAG, s'il est constaté que des transports sont effectués dans des véhicules routiers en surcharge, les dépenses afférentes à ces transports ne seront payées que dans la limite de la charge utile mentionnée sur le certificat d'immatriculation du véhicule.

Aucun dépassement de charge ne sera donc pris en compte pour le règlement du transport.

6.2. Conformité de signalisation

En complément de l'article 31 du C.C.A.G., s'il est constaté que la signalisation mise en place et prévue au CCAP n'est pas conforme, il sera fait application d'une pénalité journalière par jour constaté égale à 150 €.

6.3. Mesures de déflexion

Sans objet.

6.4. Réfections concernant l'uni longitudinal

Sans objet.

6.5. Pénalité pour non-respect de la rugosité

Sans objet.

6.6. Réfections concernant l'exécution des corps de chaussées

Sans objet

6.7. Réfection concernant la fabrication et la mise en œuvre des enrobés hydrocarbonés

Sans objet

7. Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé

En cas de non-respect par une entreprise ou un de ses sous-traitants des délais fixés au présent CCAP et concernant la santé ou la sécurité des travailleurs, une pénalité, égale à 150 € H.T. par jour de retard, sera opérée sur les sommes dues à l'entrepreneur, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 48.1 du CCAG.

8. Pénalités diverses

8.1. Absence de port du badge

Sans objet.

8.2. Non-respect de l'interdiction de fumer

Sans objet.

8.3. Non-respect du tri des déchets sur le chantier

En cas de non-respect des stipulations concernant le tri des déchets sur le chantier, l'entreprise titulaire du lot, responsable du nettoyage et de la propreté du chantier, encourt, sans mise en demeure préalable, et par dérogation à l'article 48.1 du C.C.A.G. Travaux, une pénalité fixée à 100 € H.T. par jour d'infraction.

8.4. Autres pénalités

Sans objet.

9. Exécution complémentaire

La collectivité se réserve le droit de recourir, si besoin est, à la procédure de marchés complémentaires de travaux, fournitures ou services prévus l'article 14 du décret 218-1075 du 3 décembre 2018 relatif à la commande publique, lorsque des travaux, fournitures ou services sont devenus nécessaires et ne figurent pas dans le présent marché, à la double condition qu'un changement de titulaire :

- a) soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du présent marché ;
- b) présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur.

Le montant cumulé de ces marchés complémentaires ne doit pas dépasser 50% du montant du marché public initial.

V. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

1. Sûreté

Chaque paiement fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5,00 % dans les conditions prévues à l'article 14 du décret 218-1075 du 3 décembre 2018r relatif à la commande publique.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire, dans les conditions prévues à l'article 14 du décret 218-1075 du 3 décembre 2018r relatif à la commande publique.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après expiration du délai de garantie dans les conditions prévues à l'article 14 du décret 218-1075 du 3 décembre 2018r relatif à la commande publique.

2. Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué si le montant du marché est supérieur à 50 000 € hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification ou d'affermissement de la tranche.

L'avance ne pourra être versée qu'après constitution d'une garantie à première demande. Cette garantie à première demande pourra être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

Le montant de l'avance est déterminé par application de l'article 14 du décret 218-1075 du 3 décembre 2018 relatif à la commande publique.

Cette avance est égale à 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues l'article 14 du décret 218-1075 du 3 décembre 2018r relatif à la commande publique.

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65,00% du montant TTC du marché.

VI. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX

1. Provenance des matériaux et des produits

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

3. Caractéristiques, qualités, vérifications essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le maître d'œuvre.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître de l'ouvrage.

4. Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux fournis par le maître de l'ouvrage

Sans objet.

VII. IMPLANTATION DES OUVRAGES

1. Piquetage général

L'entrepreneur devra faire implanter à ses frais par un géomètre agréé par le maître d'ouvrage, dès réception de l'ordre de service, les axes et niveaux de référence indiqués sur le plan d'implantation établi par le maître d'œuvre.

Ces points et niveaux devront être positionnés en dehors de toute emprise des travaux envisagés et devront être protégés et entretenus pendant toute la durée des travaux. Dans le cas contraire, le maître d'œuvre pourra demander leur rétablissement aux frais de l'entreprise responsable de la dégradation ou au compte prorata si l'auteur ne peut être identifié.

L'entreprise qui effectuera le piquetage de tous les points nécessaires à la réalisation de ses ouvrages devra être en mesure et à ses frais de le faire vérifier par un géomètre agréé à la demande du maître de l'ouvrage.

2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Par dérogation à l'article 27.3.1 du CCAG, l'entrepreneur devra recueillir toutes les informations sur la nature et la position des ouvrages souterrains ou enterrés.

Avant tout commencement d'exécution des travaux, le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué par les entreprises concernées, à leur frais, contradictoirement avec le représentant du maître d'œuvre sous le contrôle des concessionnaires dûment convoqué par l'entrepreneur.

Lorsque le piquetage spécial concerne des canalisations de gaz, d'eau ou des câbles électriques, l'entrepreneur doit dix jours au moins avant le début des travaux, prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles.

Si des canalisations, câbles, ouvrages souterrains ou enterrés non repérés initialement sont découverts en cours d'exécution des travaux, l'entrepreneur en informe immédiatement le maître d'œuvre et il est procédé contradictoirement à leur relevé.

VIII. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

1.1. Période de préparation

Il est fixé une période de préparation. Sa durée est de 1 mois à compter de la réception de l'OS en prescrivant le démarrage. Par dérogation à l'article 19.1.1 du CCAG Travaux, cette période de préparation ne fait pas partie du délai d'exécution du marché.

1.2. Prestations dues par les entreprises

Préalablement à tout démarrage de chantier, il est procédé aux opérations énoncées ci-après :

- fourniture des plans de scellement et de réservation par l'entreprise concernée dans le cadre du planning travaux,

-établissement par les entrepreneurs et présentation au visa du maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG-Travaux, du programme d'exécution des travaux auquel est annexé le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires (le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation),

-achèvement par les entreprises concernées des notes de calcul et études de détail dans les conditions prévues à l'article 29.2 du CCAG et à l'article 8.2 ci-après,
(L'ensemble des documents définis ci-dessus est à fournir dans les délais prévus par le planning travaux DCE).

-établissement d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé après inspection commune organisée par le coordonnateur S.P.S. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitants et sous-traitants).

Les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé doivent être remis au coordonnateur S.P.S. dans un délai de 15 jours à compter du début de la période de préparation.

2. Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail

Les spécifications techniques détaillées sont établies par l'entrepreneur et soumis avec les notes de calcul et études de détail au visa du maître d'œuvre. Celui-ci doit les renvoyer à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

3. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employée sur le chantier ne peut excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de la réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

L'entrepreneur remet au maître d'ouvrage :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et fiscales datant de moins de 6 mois.

4. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

4.1. Facilités accordées à l'entreprise pour le chantier

Sans objet.

4.2. Installations à réaliser par l'entreprise

Se reporter à l'article III-3.

4.3. Transport par voie d'eau

Sans objet.

4.4. Emplacements mis à disposition pour déblais

Sans objet.

4.5. Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Principes généraux :

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent CCAP sous le nom de "coordonnateur S.P.S".

Autorité du coordonnateur S.P.S. :

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris des entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, ...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre arrêter tout ou partie du chantier.

Moyens donnés au coordonnateur S.P.S. :

Libre accès du coordonnateur S.P.S. : le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

Obligations du titulaire :

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- le P.P.S.P.S. (Plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs)
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier
- dans les cinq jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur notamment les dispositions applicables dans le cadre de la lutte contre le coronavirus.
- la copie des déclarations d'accident du travail

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S.

Tout différent entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître d'ouvrage.

A la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants :

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi N° 93-1418 du 31 Décembre 1993.

4.6. Signalisation des chantiers

La signalisation des chantiers doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 Novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

4.7. Réglementations particulières

Sans objet.

4.8. Restrictions des communications

Sans objet.

4.9. Engins explosifs

Le lieu des travaux est susceptible de contenir des engins non explosés.

4.10. Utilisation des voies publiques

Les stipulations de l'article 34 du CCAG sont applicables.

4.11. Autorisations administratives

Les stipulations de l'article 31.3 du CCAG sont applicables.

5. Garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur

Si le marché relatif à un lot est résilié par application des articles 46 ou 48 du CCAG, le maître d'ouvrage pourra faire appel à un des autres entrepreneurs titulaires d'un ou plusieurs autres lots de l'opération pour assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par l'entrepreneur défaillant, et ce jusqu'à la désignation d'un nouvel entrepreneur.

Les dépenses justifiées entraînées par cette garde ne sont pas à la charge de l'entrepreneur retenu pour cette mission.

IX. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

1. Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou par le CCTP sont à la charge de l'entrepreneur.

Si le maître d'ouvrage prescrit pour les ouvrages d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge du maître de l'ouvrage si celui-ci ne peut apporter la preuve d'une faute de l'entreprise responsable de l'ouvrage ; dans le cas contraire, ces essais et contrôles sont pris en charge par l'entrepreneur.

2. Réception

La réception se déroule comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG et ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

Si à l'issue des opérations préalables à la réception mentionnée à l'article 41.1 la réception ne peut être prononcée, la date d'achèvement des travaux est repoussée, les entreprises restant responsables de ce report et des conséquences sur le délai global de l'opération et susceptibles de l'application des pénalités. Elles bénéficient d'un délai de 15 jours pour remédier aux observations formulées dans le procès-verbal. A l'issue de ce délai, une nouvelle procédure de réception est organisée. Si la réception est prononcée avec réserve, les entreprises ont 15 jours pour lever les réserves.

Passé ce délai, le maître de l'ouvrage aura le droit de faire procéder à l'exécution des dits travaux par l'entreprise de son choix après mise en demeure préalable aux frais et risques et pour le compte de l'entrepreneur défaillant.

3. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage

Aucune disposition particulière n'est prévue.

4. Documents fournis après exécution

Les stipulations de l'article 40 du CCAG s'appliquent.

L'entrepreneur remet au maître d'œuvre, en trois exemplaires dont un sur clé USB :

- au plus tard lorsqu'il demande la réception : les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur;
- dans le mois suivant la réception : les plans et autres documents conformes à l'exécution, pliés au format normalisé A4.

5. Délais de garantie

Conformes aux stipulations de l'article 44.1 du CCAG.

6. Garanties particulières

6.1. Garantie particulière d'étanchéité

L'entrepreneur garantit le maître de l'ouvrage contre tout défaut d'étanchéité les différents réseaux, pendant un délai de 1 an à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts d'étanchéité qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

6.2. Garantie particulière du système de protection des structures métalliques

Sans objet.

6.3. Garantie particulière des systèmes de protection sur bois

Sans objet.

6.4. Garantie particulière des peintures sur maçonnerie, enduits et serrurerie

Sans objet.

6.5. Garantie particulière de fonctionnement d'installations de haute technicité

Sans objet.

6.6. Garantie particulière des espaces verts

Sans objet.

6.7. Autres garanties particulières

Sans objet.

7. Assurances

7.1. Assurances personnelles de l'entreprise

Assurance Responsabilité Civile :

L'entreprise est tenue de posséder une police destinée à garantir les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel ou immatériel consécutif et non consécutif du fait des travaux qu'elle réalise, qu'ils soient en cours d'exécution ou après réception.

La police doit apporter les minimas de garantie suffisants compte tenu de l'importance des travaux, par sinistre avant réception et par sinistre et par an, après réception.

Assurance Dommages :

Lorsque les travaux en cause sont soumis à l'obligation d'assurance au sens de la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978, l'entreprise est tenue de posséder une police d'assurance s'appliquant pour l'opération objet du présent marché dont les termes devront être conformes aux dispositions de la loi précitée. En cas de travaux sur existant, la police d'assurance comportera une clause d'extension aux dommages consécutifs aux travaux.

L'entreprise devra prendre toutes dispositions avec son assureur pour que la police s'applique sans restriction ni réserve, et ne comporte aucune clause de réduction de garantie ni de règle proportionnelle dans le cadre de la réalisation de l'opération objet du présent marché;

7.2. Dispositions générales

Etendue de la responsabilité :

Les polices d'assurance décrites ci-dessus ainsi que leurs modalités d'application ne constituent qu'un minimum exigé par le maître de l'ouvrage. Elles ne limitent en rien les responsabilités liées au choix de ses propres garanties par l'entrepreneur.

L'entreprise fait son affaire des conditions de garantie de ses sous-traitants et cotraitants. Il demeure garant vis-à-vis du maître de l'ouvrage des insuffisances de couverture de ses sous-traitants et cotraitants.

Assurances complémentaires :

L'entreprise fera son affaire de toutes assurances qu'elle souhaiterait souscrire en complément des garanties demandées par le pouvoir adjudicateur.

Justification des garanties

L'entrepreneur devra fournir lors de la remise de son offre des attestations d'assurance dûment remplies par l'assureur, précisant que la police s'applique pour l'opération et le type de travaux objet du marché;

A chaque échéance annuelle, l'entrepreneur fournira les attestations d'assurance dans les mêmes conditions que celle jointe à l'offre, émanant des assureurs constatant qu'il est en règle pour le paiement de ses primes.

L'entrepreneur devra prévenir le maître de l'ouvrage de toutes modifications dans ses polices d'assurances.

Tout versement d'acompte pourra être différé, si l'entrepreneur ne fournit pas les justifications demandées.

8. Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché selon l'article 47 du Code des marchés publics, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article 44 du Code des Marchés Publics et à l'article 46 du Code des Marchés Publics et selon les dispositions des articles 46, 47 et 48 du CCAG-Travaux.

X. REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

XI. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 20.1 du CCAG par l'article 4-3-1 du CCAP

Dérogation à l'article 48.1 du CCAG par l'article 4-3-3 du CCAP

Dérogation à l'article 25.2 du CCAG par l'article 4-6-1 du CCAP

Dérogation à l'article 48.1 du CCAG par l'article 4-7 du CCAP

Dérogation à l'article 48.1 du CCAG par l'article 4-8-3 du CCAP

Dérogation à l'article 27.3.1 du CCAG par l'article 7.2 du CCAP

Dérogation à l'article 19.1.1 du CCAG par l'article 8.1.1 du CCAP